

Briser les images

Appel à la collégialité et à la coordination entre IUFM et UFR
pour un moratoire sur les maquettes de Master de formation
aux métiers de l'enseignement

Texte rédigé dans le cadre de l'université de Picardie – Jules Verne

Pierre Johan Laffitte,
maître de conférences en sciences du langage à l'IUFM d'Amiens, chercheur en
analyse des textes et des praxis, chargé de séminaire en sémiotique.

Isabelle-Rachel Casta,
maître de conférences, HDR Lettres, RF seconde année.

Philippe Blondeau,
maître de conférences à l'IUFM d'Amiens.

Jean-Michel Eloy,
Professeur à l'UPJV.

Marie-Domitille Porcheron,
maître de conférences en Histoire de l'art moderne, Faculté des arts UPJV.

Barbara Schapira,
maître de conférences en mathématiques, UPJV.

Christine Meyer,
maître de conférences en études germaniques.

Ce texte s'adresse à nos collègues des départements de littérature
française et comparée et de langue française de l'Université d'Amiens.

Ce texte ne représente que les personnes qui le signent et non une
institution. Le nombre initial de ces signataires est plus que réduit.
Pourtant, ce texte est rédigé au pluriel : il est écrit pour être ouvert à
celles et ceux qui seront prêts à se joindre à ses propositions, y compris
(et surtout) pour les discuter, les critiquer, les reformuler...

Il propose d'une part le refus commun, énoncé simultanément du
côté des UFR et du côté de l'IUFM, de laisser se dérouler sans rien dire
cette remise des maquettes des futurs Master d'enseignement : nous
proposons de nous associer à toute tentative de moratoire en la matière
et de nous opposer à la remise finalisée des maquettes ; il propose
d'autre part une rencontre entre nos équipes, d'où pourraient émerger

les structures d'un fonctionnement collégial, et ce dès les premiers semestres où nous aurons à travailler ensemble.

Ce texte est long et nous nous en excusons : il est un premier pas, qui essaye, à sa mesure, de briser certaines évidences et d'expliquer un point de vue.

Une souffrance partagée face à la casse de notre université

Une grande souffrance règne dans l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse de recherche, d'enseignement par discipline ou de formation d'enseignants. Mais une souffrance n'a d'autre valeur que celle qu'on lui donne. Aujourd'hui, elle sert le vieux principe du « diviser pour mieux régner ».

Une réforme est en train (d'achever de) de passer au broyeur le système universitaire et de formation actuel.

Dans cet ensemble, la vieille « rivalité » entre IUFM et Université (un effet de doxa), s'est conclue par l'intégration des IUFM dans le cadre de cette université. Deux populations d'enseignants et de chercheurs ont pu y voir, certains des intérêts, d'autres des inconvénients — cette distinction valant au sein des deux populations de départ. Le problème crucial aujourd'hui est la « mise en concurrence » des deux corps d'enseignants avec la mastérisation obligatoire des futurs enseignants, face à un public étudiant qui devient la « cible » des deux corps pouvant prétendre à le former. Dans l'état critique de l'enseignement des Humanités, les UFR concernés craignent légitimement une hémorragie déjà grandement avancée de leurs effectifs, et l'entrée de l'IUFM dans l'Université était considérée comme « la manne » qui allait enrayer ce déclin quantitatif. Ces temps-ci, on assiste à un renversement de situation : l'IUFM, vu d'abord comme la dépouille qui servirait à vêtir les autres, est soudain apparu comme le concurrent, dépouilleur possible de la faculté de Lettres. Dans les faits pourtant, les enseignants de l'IUFM d'Amiens se voient enlever les cours disciplinaires qu'ils enseignaient depuis des années.

En fait, les IUFM (tant qu'il en restera quelque chose...) sont la bonne excuse pour « faire le sale travail » : ils endossent la responsabilité d'une opération jugée nécessaire (mais par qui ?) pour s'aligner sur un modèle universitaire européen dont on sait très bien les fondements idéologiques, ainsi que les conceptions de la recherche et de l'enseignement qu'il véhicule. Ce sale travail consiste à réduire l'enseignement disciplinaire de pointe, et déjà les Masters actuels ne sont que des replis par rapport à ce qu'était la recherche aux anciens

jours des Maîtrise et DEA. Mais cela ne suffit pas, il en faut encore plus. Il est d'autres pays européens, que certains d'entre nous connaissent pour y avoir enseigné, et où l'on peut voir ce que donne une telle vie académique, où le cœur de toute recherche personnelle poussée, et même si l'enseignant a de la chance et travaille dans les meilleurs établissements, ne sera enseigné au mieux qu'à une poignée d'étudiants raréfiés et statistiquement non représentatifs. Cette uniformisation par le bas, on lui trouve dans le cas français un bouc-émissaire à la couleur locale idéale : les méchants-IUFM-qui-laminent-le-niveau-d'excellence-de-la-formation... Ce sont des naïvetés, ce qui déjà suffirait à agacer ; mais sous ces naïvetés, il n'y a bien souvent que des enjeux de pouvoir. Plus les acteurs d'un milieu professionnel souffrent, et plus il est aisé de les opposer en les présentant les uns aux autres comme les agresseurs : les réflexes de défense, au final tout aussi agressifs les uns que les autres, s'engendrent alors naturellement. Où que nous travaillions, ces jeux de pouvoir profitent à ceux qui laissent s'entredéchirer une population qui ensuite sera d'autant plus aisée à gouverner. Il n'est pas difficile de s'en rendre compte, déjà...

Peut-être est-il moins aisé d'en tenir compte... C'est pourquoi nous faisons en fin de texte, en notre nom propre, à vous toutes et tous, deux propositions immédiates. Mais elles ne prendront leur sens que si nous dénonçons, en-deçà de ces naïvetés, ce qui les rend si « évidentes » que nous ne pensons pas à nous en méfier.

Pour briser certaines évidences... trop évidentes

Deux présupposés gouvernent cette marche forcée vers la réduction drastique de nos aires de travail. Le premier, martelé partout, est que la « réforme est inéluctable », et qu'il faut « donc prendre les choses en main plutôt que de la subir en y entrant les derniers et après avoir inutilement résisté ». Le second, qui sévit au sein de chaque bord, est que « la part d'enseignement que nous laisserions aux autres, ce serait ça de moins pour notre survie. » Ainsi, des collègues travaillant dans des UFR d'autres universités ont vu tenir, par leurs président(e)s, ce discours de diabolisation des IUFM : « Si vous ne rendez pas les maquettes, l'IUFM tient la sienne prête », etc. Peut-être que oui ; peut-être aussi que non : avez-vous demandé réellement, honnêtement, aux intéressés ? Et dans « l'autre bord », domine le sentiment que prévaut un mépris plus ou moins marqué de la part des collègues « scientifiques » à l'égard des enseignants en didactique, des vulgarisateurs tout juste utiles à dispenser quelques ficelles et à organiser des stages saupoudrés dans un semestre reculé du Master.

C'est « doxa contre doxa », et bientôt, inévitablement, tactique contre tactique.

La doxa n'est pas fautive dans son contenu, mais dans la réduction des vrais enjeux et de la complexité des tâches auxquelles nous, praticiens du savoir, de son élaboration et de sa transmission, devrions à l'inverse être fidèles.

Les arguments en faveur d'un maintien de séminaires de recherche dans le cadre des Masters sont fondés, et nous les comprenons ô combien. Sans eux, c'est, à terme, la disparition d'un lieu de transmission non seulement de notre savoir, mais de notre pratique et, au final, de notre éthique. Face à ce vide, l'utilitarisme si régnant déjà par ailleurs, et qui réduit le bien de tous à ce qui sert maintenant à la pensée dominante, n'aura plus qu'à se répandre dans les Humanités. Néanmoins, cet utilitarisme, il s'agit de ne pas le brandir comme la tare qui servira à combattre ceux qui soi disant menaceraient l'enseignement de la recherche, c'est-à-dire le corps enseignant des IUFM.

Car symétriquement, les arguments sont tout aussi valables : un futur enseignant de français en 3e ou de littérature pour le bac (tant qu'il en restera...) doit *autant* être formé dans son savoir que dans son savoir-faire. Savoir n'est rien sans un savoir-faire. Or ce savoir-faire s'apprend tout autant que le savoir : c'est en cela que réside le savoir propre des didacticiens. On peut croire, quand on n'a enseigné depuis des années qu'à des étudiants, que « tout s'apprend sur le tas ». Passer d'un cours d'amphi à ce que sont ces enseignements primaire et secondaire, dans la société française d'aujourd'hui et de demain, qui ne va pas aller en s'arrangeant, c'est hélas prendre une sacrée piqûre de rappel du principe de réalité. Et qui sait, pour débiter dans la carrière enseignante, la présence d'une équipe complète de formateurs auprès d'un jeune diplômé n'est peut-être pas tout à fait inutile... Elle est peut-être même indispensable ! Nous savons aussi que la formation des futurs enseignants, surtout dans notre région, demande une accentuation de la formation, voire de la rééducation, quant aux savoirs fondamentaux de la langue française, et ce dans leurs structures les plus élémentaires.

Et enfin, faut-il rappeler qu'il s'agit avant tout de préparer à un concours, et que cela n'est pas sans conséquence sur la nature de l'enseignement donné dans ces Master ? Ce point demeure le principe de réalité qui devrait au moins nous réunir autour d'un critère de pertinence de tout enseignement proposé par les uns ou par les autres. Même si ce critère n'est pas le seul.

Que proposons-nous ?

1. Demande d'un moratoire et refus de la remise finalisée des maquettes

Premièrement, nous proposons de nous associer à toute tentative de moratoire et donc au refus de remise finalisée des maquettes ; surtout, nous proposons que cette prise de position se fasse en commun par les collègues des UFR et ceux de l'IUFM, de rendre les maquettes ; ensuite, et logiquement, nous proposons une rencontre, et une possibilité de fonctionnement.

Dans le calendrier à marche forcée fixé par le ministère, et suivi avec plus ou moins de bienveillance, plusieurs CA d'universités ont déjà refusé de rendre les maquettes de Master. Dans ce climat, faire preuve du moindre zèle à suivre un cahier des charges si idéologiquement marqué, c'est déjà en accepter l'autorité (nous n'évoquons même pas le fait de devancer les échéances fixées). À l'opposé, ne pas rendre les maquettes serait évidemment un signe de contestation de la réforme. C'est à un tel geste qu'appelle ce texte.

Cette réforme n'est pas une réforme, c'est l'élimination d'un système par asphyxie économique et instauration d'un climat médiatique haineux qui rend vain tout débat réel sur l'enseignement supérieur comme service public. S'engager dans cette démarche, c'est prendre le risque de n'être qu'un rouage sans pouvoir ni liberté de manœuvre. C'est un jeu de dupes.

Mais nous n'appelons pas à ce refus de rendre les maquettes sous n'importe quelle condition. Nous n'acquiesçons pas en particulier au tout-venant des allégations de certains enseignants-chercheurs qui, acculés à la défense vitale de leur statut, font preuve du plus grand mépris vis-à-vis de la formation à l'enseignement primaire et secondaire. Par ce discours, hélas si souvent entendu et lu (entre les lignes), nos collègues se rendent-ils compte qu'ils surenchérisent sur l'idéologie aux commandes actuelles de l'Éducation nationale ? Car la « réforme » de la formation enseignante est tout aussi infondée, et son argumentaire, tout aussi indigent, que la « réforme » de la recherche. L'avenir de l'université n'est pas indépendant de ce que l'on détruit au même moment partout ailleurs, dans le primaire et dans le secondaire. Des fameuses « couches » de la maternelle jusqu'aux Humanités qui s'appauvrissent au baccalauréat comme peau de chagrin, tout est bradé dans un esprit qui témoigne d'une régression sans précédent des Programmes officiels, en particulier dans les cycles d'apprentissage du primaire. Une part non négligeable des professeurs des écoles, et même

(!) des inspecteurs du primaire, témoigne de sa réprobation. La profonde cohérence de l'ensemble de l'attaque dont souffre, et l'enseignement, et les enseignants, dans leur totalité : face à cela, nous ne signifierons notre solidarité avec l'ensemble des enseignants chercheurs, dont nous sommes, que si le principe d'une professionnalisation sérieuse de la formation enseignante est entendue et reconnue par nos collègues.

2. Collégialité et coordination

Second point : nous proposons la rencontre de nos équipes et la signature en commun de nos propositions, issues de nos échanges. Dans d'autres disciplines, des critiques vis-à-vis de l'esprit et de l'orientation des maquettes, se sont déjà fait jour. Nous proposons qu'un tel texte, concernant le domaine des lettres et langue françaises et littérature comparée, n'émane pas d'abord de « chaque côté », mais naisse d'une véritable coordination à la base entre IUFM et UFR.

Nous n'ignorons pas les « négociations » actuelles, ni le travail de nos collègues, dont nous saluons les efforts et les prises de responsabilités dans ces moments parfois ingrats. Le sérieux du contenu de leurs propositions n'est pas en cause. Mais en nous regroupant à la base, nous apporterons plus de légitimité à celles et ceux d'entre eux qui souhaitent véritablement rendre plus intelligente et humaine la vie de notre université.

Nous proposons à terme la mise en place d'une gestion collégiale des contenus et des modalités d'enseignement. Une dynamique collégiale : de la démocratie directe. Une utopie ? Assurément, en l'état actuel et pitoyable des choses. En tout cas, rien ne pourra naître, précisément, hors de notre réunion. Nous avons quant à nous quelques idées sur ses modalités d'organisation ; nous serons heureux de les faire connaître à toutes celles et tous ceux qui désirent suivre une telle voie.

La demande d'un moratoire *au moins*, et une rencontre sont deux points indissociables : refuser de suivre les prises de position de notre autorité hiérarchique ne vaut que si l'on est prêt à la relever coopérativement. Ces deux actions ne se feront que si, à la base, nous sommes un nombre suffisant à nous retrouver d'accord sur ces revendications. Cet accord peut se faire par signatures d'un texte commun ; nous pouvons aussi imaginer une action plus traditionnelle (de type intersyndicale) ; etc. Les voies sont ouvertes.

Nous n'avons peut-être aucune autorité, pour l'heure, à prendre ainsi la parole. Mais notre nombre peut devenir cette autorité. Faut-il le préciser ? Nous sommes loin d'être persuadés de

l'impact massif de cette lettre. Mais s'il fallait attendre d'être ensemble pour se rassembler...

C'est pour refuser que notre souffrance ne se jette dans le piège du « diviser pour mieux régner » que nous devons faire front et refuser ce tranquille trottoir roulant qui nous mène, nous les enseignants mais aussi la jeunesse de l'Europe entière, tout doucement vers l' « abattoir ». Un tapis roulant, et qui se déroulera jusqu'à son terme sous les apparences les plus légales et les protestations les plus vertueuses de la part de la hiérarchie, si nous nous contentons de rester immobiles et de nous laisser guider. Vers où nous savons.